

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique

au sommaire
de ce numéro:

M-L. DUBOIN	La dernière chance	p. 3
	Lu, vu, entendu	p. 4
A.PRIME	Arc-en-ciel rose, rouge, vert	p. 5
B.GILDAT	Revers de médaille	p. 6
J.VANDEVILLE	La mutation en question II. Du revenu échangé au revenu distribué	p. 7
	Lectures :	
H.MULLER	La machine à scandales L'histoire du neem	p. 9 p.10
B.GAUDY	La République d'avant demain	p.10
D.KESSOUS	La mondialisation	p.11
J.MESTRALLET	Exploits à Sainte Économie	p.12
A.MOLLIE	Et maintenant ?	p.13



N° 968 juillet 1997

Journal fondé
en 1934
par **JACQUES DUBOIN**

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : " La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

TÉLÉPHONE : les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04
FAX : 01 30 71 93 89

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : grande.releve@wanadoo.fr

LES OUVRAGES SUIVANTS PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS PAR CORRESPONDANCE AU JOURNAL
(tarifs en dernière page avec un bon de commande) :

♦ *Pour introduire la réflexion en amusant :* **KOU, L'AHURI OU LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE** . Un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques. Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :* **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**, écrit par Marie-Louise DUBOIN sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer les mécanismes. Publié aux éditions Syros, puis réédité au Canada par *Voici la clef*.

♦ *Pour animer une discussion :* **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN** le texte d'une conférence d'André PRIME .

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions, deux numéros spéciaux :*
celui de janvier 1992 : **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**
et celui de décembre 1996 (N°961) **LA TROISIÈME VOIE**.

♦ *Enfin une bande dessinée :* « **ET SI ON CHANGEAIT?** » dessinée par Jacques VIGNES-ELIE).

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.



A-L W.

La dernière chance

Pas droit à l'erreur ! C'est la règle imposée par beaucoup à notre nouveau gouvernement. Règle injustement sévère si on songe à toutes les erreurs commises par les précédents gouvernements. Règle pourtant réaliste quand on voit la montée du FN, ce parti qui s'appuie sur la haine, la haine raciale qui pousse trop facilement les gens à s'en prendre à des boucs émissaires plutôt qu'à chercher à comprendre les raisons du mal qui ravage notre civilisation.

* * *

Jospin va-t-il réussir ?

Les bases sur lesquelles il a appuyé sa déclaration de politique générale suscitent un grand espoir, au lendemain d'une période très sombre de notre histoire, au cours de laquelle les fondements de notre République étaient oubliés, étouffés sous une idéologie du *chacun pour soi* régie par la loi de la jungle. Cela met du baume au cœur d'entendre de belles paroles sur l'État remis au service des citoyens et sur la République, un état d'esprit à retrouver d'abord chez ceux qui la servent. Et il faut reconnaître du courage à Lionel Jospin d'avoir osé rappeler aujourd'hui devant l'Assemblée Nationale que l'école est le berceau de la République, et ajouté «*outre sa mission d'instruction, elle doit assurer l'apprentissage du civisme. Dès l'enfance, il faut faire naître et vivre durablement un profond sentiment d'attachement aux valeurs républicaines, au premier rang desquelles la laïcité, le respect de la chose publique, l'adhésion à une citoyenneté active et responsable, ensemble indissociable de droits et de devoirs*».

Citoyenneté active et responsable,

c'est bien notre idéal, et nous nous réjouissons d'entendre enfin un premier ministre dire que notre pays souffre d'un retard démocratique et parler de modernisation, mais cette fois à propos de celle de la démocratie, et pour dire qu'elle implique de profonds changements culturels.

* * *

Mais est-ce que tout cela va suffire, même avec des ministres ouverts au dialogue, conscients de leurs responsabilités, soucieux que leur tâche n'est pas d'obéir à une idéologie imposée mais de se mettre, avec une parfaite honnêteté, au service de tous les citoyens, qu'ils considèrent non plus comme des irresponsables, mais comme des *égaux en droit* et capables de les juger ?

Des mesures de justice vont certainement suivre ces déclarations de bonnes intentions, et certains progrès sociaux vont en résulter. Mais bien évidemment, cela ne suffira pas pour sortir de ce qu'on appelle encore *la crise*, ni financer des emplois pour tous ceux dont le marché n'a plus besoin. À terme et probablement à moyen terme, la bonne volonté du gouvernement pour réduire le chômage va se heurter à de nouveaux licenciements massifs rendus nécessaires "pour cause" de compétitivité, de transformation des moyens de production et tout bonnement parce que les ménages solvables sont équipés en biens essentiels ; tandis que la politique keynésienne de grands travaux va se heurter à des aspirations légitimes au respect de l'écologie. Bref, le gouvernement va constater que toutes les mesures nécessaires se heurtent à la logique capitaliste de la rentabilité à tout prix, de même

que se heurtent à l'impossibilité financière tous ceux qui aspirent au développement d'un secteur *quaternaire* d'utilité publique mais non rentable.

* * *

Que va-t-il alors se passer ?

Soit une catastrophe : la discorde dans la coalition gouvernementale, chacun rendant l'autre responsable de ne pas pouvoir parvenir à ses fins. Dans ce cas, le peuple désespéré se suicide dans les bras du FN.

Soit Jospin est aussi honnête et aussi courageux qu'il en a l'air. Dans ce cas, il va jusqu'au bout de l'honnêteté intellectuelle et son gouvernement dénonce la logique qui l'enferme. Il dit, comme il l'a déjà dit : «*ce pays est riche*» et il refuse d'accepter de priver le peuple des richesses produites. Il dénonce la logique qui tend à le forcer, il explique les contraintes financières, arbitraires, qui bloquent toute aspiration à une autre modernité que celle qui consiste à revenir sur le progrès social. Il se rappelle que dans sa déclaration de politique générale, ce 17 juin à l'Assemblée, il a dit qu'il voulait «*redonner à notre pays une chose précieuse entre toutes et qui, pourtant, lui a progressivement échappé : un sens... notre pays demande un projet* ». Et alors il a le courage d'avoir un véritable projet, ce qu'on appelle une utopie : un projet de civilisation, passant par un changement de société.

Dans ce cas, comme en 1789, la France ferait figure de proue vers un avenir libéré. Aura-t-elle ce courage ? Il faut tout faire et tout de suite pour l'y aider.

MARIE-LOUISE DUBOIN

Faux jetons !

Jean-Pierre Soisson écrit dans le n° 15 de *Auxerre Magazine* un article triomphal énumérant toutes les démarches qu'il a faites pour que l'usine Fulmen (rachetée par le Groupe américain Axide) d'Auxerre ne ferme pas et concluant qu'il a remporté une grande victoire : l'usine va même s'agrandir sur les terrains mis à sa disposition par la Communauté des communes et avec l'aide de la région et du département : dans trois ans elle aura multiplié sa production par 6 (6 millions de batteries par an) en embauchant 250 salariés. Ce que ne dit pas l'article signé du

député-maire d'Auxerre, c'est que Fulmen ferme en même temps deux autres sites en France en supprimant 600 emplois...

Le bilan est donc $600 - 250 = 350$ emplois supprimés pour une production multipliée par 6.

(envoi de J. Legros, Auxerre)

L'Europe sociale

La firme suédoise Electrolux a annoncé la fermeture de 25 usines dans le monde, et le licenciement de 12.000 employés, soit 10% du personnel. Or les résultats du groupe sont très satisfaisant : 2,5 milliards en 96.

Seulement voilà, on mécanise, on robotise et on jette dehors des

acheteurs potentiels... Stupide calcul, mais c'est cela le néolibéralisme de la finance.

Au lendemain de la victoire de la gauche, le lundi 2 juin, Peugeot annonce un plan social de licenciements de quelque 2.350 personnes. Provocation ?

Réduction généralisée du temps de travail.

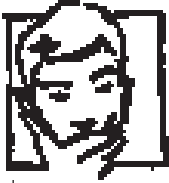
Selon Claude Debons, secrétaire national de la Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT, «*l'économie française crée davantage de richesses avec moins de temps de travail (elle utilisait 37 milliards d'heures de travail en 1974 contre 33 milliards aujourd'hui). Refuser la réduction de la durée du travail, c'est ne pas se donner les moyens de répondre à la hauteur des problèmes posés par un chômage de masse grandissant. Une réduction de la durée légale est nécessaire. La rejeter, c'est refuser une perspective unificatrice pour les salariés et s'en remettre à la diversité des situations économiques et des rapports de force dans les entreprises. Lui reprocher son application autoritaire, c'est oublier qu'elle a d'abord pour effet de modifier le seuil de déclenchement des heures supplémentaires et joue donc, par ce biais, un rôle incitatif pour la réduction de la durée réelle du travail, dont les modalités concrètes relèvent de la négociation. Des moyens de financement publics sont nécessaires. Accepter une réduction du temps de travail avec baisse de salaires pour tous les salariés, sauf les smicards (et encore), c'est oublier que la richesse nationale continue de croître (en dix ans, le PIB a progressé de près de 25 % en francs constants), mais que sa répartition est inégalitaire. C'est renoncer à modifier cette répartition dans les entreprises (par un partage différent de la valeur ajoutée et une autre affectation des gains de productivité à venir) et dans la société (par une fiscalité plus juste, plus efficace, plus progressive et plus redistributive).*»

IL Y A MEME DES ÉCONOMISTES QUI RÉAGISSENT

Sous le titre "Quelles marges de manœuvre pour une autre politique ?", dans *Le Monde* du 10 mai dernier, donc en pleine campagne électorale, est paru un article en tout point remarquable et signé par un économiste, THOMAS COUTROT. Il présente une excellente analyse de la façon dont les dirigeants des grands pays industrialisés, avec à leur tête Reagan et Thatcher, ont abandonné les compromis établis après-guerre afin de réactiver les forces du marché. Le capitalisme a ainsi «*accouché d'un nouveau mode de régulation*» et aux yeux des analystes financiers, tout va très bien, puisque le seul point noir, le chômage européen, n'est pas encore près d'amener des troubles sociaux. L'ensemble cohérent d'institutions et de règles mis en place par ces politiques néolibérales, tout en démantelant les services publics et en rendant encore plus concurrentiel le marché du travail, permet de garantir aux capitaux investis des taux de rentabilité historiquement remarquables depuis dix ans. «*Sous la férule des opérateurs financiers*», gouvernements et entreprises n'ont plus le choix : ils doivent à tout prix gagner la confiance des marchés dont les jugements établissent leur crédibilité, bien sûr en fonction de leur seule capacité à rémunérer les capitaux investis. Et T.Coutrot souligne que cette servitude, les gouvernements l'ont eux-mêmes choisie et les grandes entreprises sont elles mêmes parmi les principaux opérateurs financiers.

Et c'est ainsi que croissance économique et créations d'emplois sont devenues des menaces et que la baisse du chômage n'est possible que si elle ne favorise pas les revendications salariales. T.Coutrot conclut : «*La machine américaine à fabriquer des emplois ne peut fonctionner que parce que les syndicats américains ont été broyés par le patronat et les gouvernements républicains... et en Europe continentale, l'actuelle régulation néolibérale ne peut s'accommoder de la croissance ...on ne pourra réduire le chômage qu'en éliminant les protections dont pouvaient bénéficier les salariés... Pour la fraction des élites européennes la plus liée au projet néolibéral, Maastricht, complété par le Pacte de stabilité, met en place les verrous institutionnels contre toute velléité nationale de rompre avec le néolibéralisme*» .

Jospin y parviendra-t-il?



Un arc-en-ciel rose, rouge, vert

On aurait pu croire qu'après plus de quatre décennies, le jugement de Guy Mollet, «*La droite française est la plus bête du monde*» n'était plus d'actualité; d'autant que cette droite fait sans cesse référence à la modernité.

Or, les péripéties ubuesques, les discours, les déclarations qui ont ponctué les élections législatives ont montré aux Français qu'elle n'avait rien appris; ce que la majorité des électeurs a bien compris et sanctionné en conséquence.

Et l'éventail de la bêtise est large : chez les politiques, il va du sommet de l'État aux seconds couteaux et chez les acteurs de l'économie, du CNPF à l'épicier. Si l'on se réfère à Chirac, affirmant : «*Juppé est le meilleur d'entre nous*», on mesure à quelle aune il faut juger les autres !

Lors de la Présidentielle de 1995, j'avais écrit qu'entre deux maux - Chirac et Balladur - je choisissais Chirac pour la seule raison qu'il ferait rapidement des bêtises de taille qui discréditeraient la droite. C'est fait, et au delà de toute espérance.

* * *

Donc la gauche est "revenue aux affaires". On peut penser que les Français, qui n'ont pas oublié les deux quinquennats gouvernementaux socialistes, ont plutôt voté majoritairement contre la droite que pour la gauche. Peu importe. Cette fois, les avertissements de tout bord sont unanimes : «*Attention, vous n'avez plus droit à l'erreur*». Plus précisément : «*Ne renouvelez pas votre trahison de l'ère mitterrandienne, attaquez-vous, avant tout, au problème du chômage, à la "fracture sociale"* » chère à Chirac, et qu'en deux ans il n'a pas résorbée d'un pouce.

Tout en restant dans le cadre de l'économie de marché¹, Lionel Jospin, qui a réclamé "son droit d'inventaire" de la période Mitterrand, semble avoir compris qu'il

serait suicidaire de ne pas tout faire pour "changer d'avenir" (j'aurais préféré "changer l'avenir"). La composition intelligente de son gouvernement est de bon augure, même si une hirondelle ne fait pas le printemps.

L'échec serait doublement dangereux : d'une part il discréditerait pour longtemps l'idée même de socialisme (c'est déjà fait pour le communisme qui représente le plus noble idéal), d'autre part il risquerait d'ouvrir un boulevard au FN qui se présenterait comme l'ultime recours et pourrait, avec 25 % des suffrages, prétendre être le premier parti de France². C'est le calcul que fait Le Pen.

* * *

Pour le moment, même dans l'inquiétude, on ne peut qu'adapter le pari de Pascal au socialisme. En somme, Jospin s'est engagé à résorber le chômage dans le cadre de l'économie de marché. Est-ce possible avec les deux armes que se sont données les socialistes : embauche de 700.000 jeunes et réduction du temps de travail à 35 heures hebdomadaires dans un premier temps, sans perte de salaire ?

Je suis sceptique sur les possibilités d'embauche de 350.000 jeunes dans le privé. Les patrons, même gratifiés de toutes les largesses de la droite, en théorie pour embaucher, ont toujours proclamé que l'embauche ne se décrétait pas, qu'elle suivait les besoins de l'entreprise. Et quel type d'embauche ? 80 % des embauches actuelles se font en CDD. Et souvent on fait appel aux entreprises de travail temporaire, qui, en un an, ont augmenté leur chiffre d'affaires de 13 %.

Pour nous, distributistes, le choix est clair : seul le partage du temps de travail, financé en transformant les dépenses passives consacrées au chômage (130.000 F/an par chômeur) en dépenses actives

pour l'emploi, peut permettre de résoudre provisoirement un problème structurel incontournable. Et il faut aller très loin : les 35 heures stabiliseront au mieux le chômage. Il faudrait 32 h, voire 30 pour espérer le résorber.

Mais là, le patronat attend Jospin. La lutte va être acharnée, surtout si la réduction du temps se fait sans diminution de salaire. La gauche, majoritaire, osera-t-elle aller jusqu'à légiférer ? Car le patronat, assez bête pour ne pas comprendre qu'il scie la branche sur laquelle il est assis³, va s'accrocher au statu quo, soutenu qu'il est par Balladur, Barre, Madelin, Sarkozy... Ce dernier n'a pas craint de déclarer : «*Il faut créer plus de flexibilité dans le travail en facilitant les procédures de licenciement* ». Ces gens-là sont à cent lieues de l'embauche et des 35 heures.

La gauche doit profiter de la déroutée de la droite pour dénoncer et fustiger cet ultralibéralisme insolent et imposer la réalisation de ce qu'elle a promis de faire. «*Je dis ce que je fais et je fais ce que je dis* » a coutume de dire Lionel Jospin. Chiche ! Ce n'est qu'à ce prix que l'arc-en-ciel rose, rouge, vert ne sera pas évanescent.

ANDRÉ PRIME

1. «*Sur l'union européenne, comme sur le ralliement à l'économie de marché, nous avons été en avance*» (Jospin dans un interview au *Nouvel Obs*, 22-28/5/97).

2. Hypothèse développée par Ph. Séguin à 7 sur 7 le 8/6/97.

3. Comprendre qu'on ne peut pas augmenter les ventes à des gens dont on rogne le pouvoir d'achat semble être hors de portée de la "droite la plus bête du monde". Monory vient de déclarer : «*Il faut soit supprimer le SMIC, soit l'abaisser à 4.500 F brut*». Et le fait que la consommation intérieure ait baissé de 0,31 % au premier semestre 1997 ne l'alerte pas !

On n'arrivera jamais à décrire tous les méfaits de l'idéologie du marché, de la rentabilité à n'importe quel prix sur le plan humain. BERN GILDAT en dénonce ici deux qui sont, hélas, d'actualité :

Revers de médaille

Abondance de biens ne nuit pas : dicton en apparence incontournable, encore que, parfois, sujet à de sérieuses controverses. Par exemple, quand l'abondance tue la valeur et fait chuter le cours des marchandises et le profit. Lorsqu'il y a "trop de tout, rien ne vaut plus rien !", c'est bien connu.

* * *

On peut relever un autre aspect du phénomène de l'abondance, celui des moyens de sa production et, corrélativement, des effets secondaires de l'industrialisme à tous crins sur notre écosystème.

Sur deux sujets assez différents, deux récents commentaires de presse ont évoqué des problèmes liés à la dégradation atmosphérique ainsi qu'à la péremption thérapeutique, et leurs incidences sur la résurgence du paludisme, d'une part, et sur l'extension des cancers, d'autre part : chacune des épreuves étant singulièrement redoutable chez les jeunes enfants.

Le paludisme (ou la malaria) provoque actuellement un décès toutes les douze secondes dans le monde : on y compte entre 300 et 500 millions de malades. L'endémie qui semblait en voie d'éradication au cours des années 50, est en train de se réinstaller de façon inquiétante en Afrique, et aussi dans le Sud asiatique ou américain. Cette résurgence confirme à la fois la victoire des moustiques anophèles, sur les insecticides de la démoustication - et la résistance croissante du parasite, le plasmodium - unicellulaire sporozoaire - aux traitements médicaux anti-paludéens (chloroquine ou sulfadoxine-pyriméthamine). Ici, la surabondance des pesticides risquerait peut-être de tuer le moustique, mais elle empoisonnerait sûrement la terre et les rivières; à côté, la quantité chimiothérapique est devenue inefficace, assimilée en quelque sorte par

l'agent pathogène du paludisme. Mais en outre, éventualité aggraveante, le réchauffement de la planète risque de faire réapparaître le paludisme dans des pays jusqu'ici protégés.

Écoutons le Pr. Luis Pereira da Silva, de l'Institut Pasteur : « *Le paludisme est toujours considéré... comme une question marginale, le fruit de la pauvreté et du retard du développement... comme une fatalité socio-économique. Avec la Guyane... la France est concernée... il n'est pas impossible que le paludisme resurgisse un jour prochain en Camargue* ».

Une étude épidémiologique de la faculté de médecine de Birmingham établit l'existence d'une corrélation localisée entre la survenue de cancers et de leucémies chez les enfants et la pollution atmosphérique due à des dérivés volatils du pétrole. On savait déjà que le benzène inhalé durablement provoque des leucémies, mais ces travaux vont plus loin.

Ils reposent sur l'analyse minutieuse des décès survenus en Grande-Bretagne, dans les trois provinces, entre 1953 et 1983, de plus de vingt mille enfants ayant vécu à proximité - autour d'un kilomètre - de différentes sources de pollution atmosphérique. Celles-ci concernent des sites industriels et des zones géographiques à forte concentration de toxicité, telles les usines de solvant, les fumées des centrales thermiques ou des chaudières urbaines et les effluves provenant des moteurs à combustion, notamment en raison d'une intensive circulation automobile.

De cette étude, il ressort que les décès d'enfants par cancers sont plus fréquents dans les zones où l'air est fortement pollué. On peut ajouter, par ailleurs, que ce phénomène de pollution se trouve beaucoup influencé par la conjoncture

climatique. Il est ainsi considérablement renforcé par l'effet d'un ensoleillement torride avec absence ou insignifiance de vent ou encore par la persistance d'une épaisse couverture nuageuse également sans ventilation. En revanche, la pluie est salvatrice.

* * *

Selon un raccourci trop facile, on pourrait conclure que les enfants du Tiers monde pâtissent de la rareté en matière de lutte anti-paludisme - sans doute parce que cette lutte n'appelle pas d'investissements rentables - tandis que les enfants du "Premier monde" subissent les nuisances de l'abondance dans le domaine du confort motorisé : auto, avion, moto, etc.

Reste que si l'effet de serre est un chapitre plus ou moins controversé, plus ou moins tabou, de même que le problème de la couche d'ozone, la question de la pollution atmosphérique devient de plus en plus obsédante pour les habitants des villes ou des centres industriels, en dépit des efforts constants des groupes d'intérêts "pollueurs" pour noyer le poisson. Néanmoins cette louable préoccupation "écologique" se heurte quasi immédiatement à une autre réalité tout aussi obsédante : le chômage...

Vouloir freiner l'abondance, n'est-ce pas condamner la croissance, fer de lance de la société de consommation ? Allons, soyons raisonnables, la pollution est une bénédiction du ciel, à partir du moment où elle entraîne la création d'entreprises de dépollution. Rentables, évidemment ! A ce titre, les préposés à la santé publique du G7 doivent se réunir en juin, au sujet des maladies infectieuses actives, nouvelles et anciennes, parmi lesquelles le sida, la malaria et le cancer. Souhaitons qu'ils puissent susciter des investissements.

BERN GILDAT.

La mutation en question

Dans notre numéro précédent, Jean VANDEVILLE a mis l'accent sur l'un des éléments de la grande mutation que nous vivons, à savoir l'érosion progressive et irréversible du temps de travail nécessaire à la production des biens et des services, érosion entretenue par les applications des techniques de l'information et l'irruption de l'immatériel. De vastes zones de temps libre se voient ainsi offertes à l'individu mais, pour l'instant, dans des conditions dramatiques de perte de revenu et de dignité : le temps libre n'est que le temps vide.

L'Assemblée nationale issue des récentes élections législatives permettra sans doute au nouveau gouvernement de tester une politique de relance d'inspiration keynésienne permise par une inflation quasiment nulle et un commerce extérieur excédentaire, et rendue nécessaire par une récession aux effets désastreux. Soit. Mais pour quels résultats ?

II · DU REVENU ÉCHANGÉ AU REVENU DISTRIBUÉ

Réduire de 10 % le nombre de chômeurs reconnus et permettre à chaque citoyen de disposer d'un minimum de revenus serait déjà considéré comme un exploit, obtenu au prix d'incroyables acrobaties dans l'application de mesures visant à réduire le temps de travail et à redistribuer les revenus. Mais sachons que, dans le même temps, le mouvement de concentration capitaliste provoquera encore et toujours des dégâts sociaux et politiques considérables qui détruiront les acquis d'une démarche plus égalitaire. En fait si, comme l'affirme Ignacio Ramonet, « *les recours démocratiques sont désormais impuissants à corriger les nuisances du marché* »¹ et si nous nous souvenons que la plupart des régimes démocratiques qui se sont efforcés de réduire les inégalités en répartissant mieux la richesse ont été rapidement renversés, nous devons admettre que nous nous trouvons devant une situation effrayante, à l'issue probablement tragique. Que faire ?

Il est curieux de constater que la plupart de ceux qui rejettent l'idée de crise et adoptent de préférence le terme mutation ne parviennent pas - ou se refusent - à remettre en cause les mécanismes du triptyque *emploi-revenu-monnaie*. Même un observateur averti comme Paul-Marie de la Gorce², conscient de la disparition, à terme, de l'hégémonie américaine, se demande comment un ordre si puissant pourrait être

renversé. À notre connaissance, la seule façon de parvenir à battre en brèche l'économie capitaliste consiste à lui enlever son arme absolue - la monnaie échangiste et spéculative - au profit d'une *monnaie distributive* n'offrant aucune prise à la spéculation et permettant l'attribution, à tous les citoyens, de revenus distribués indépendamment du travail fourni mais gagés sur la production des biens et des services.

Ceux qui ont lu les analyses faites par Jacques Duboin connaissent bien cette proposition avancée il y a plus de soixante ans. De certaines conversations, il ressort cependant que tous ne voient pas la nécessité de rompre avec le système monétaire actuel.

revenu-emploi-monnaie

Chaque jour, les statistiques apportent la preuve que, en dépit des efforts accomplis par certains gouvernements, l'écart ne cesse de grandir entre riches et pauvres, ce qui témoigne des limites que connaît le financement des mesures propres à favoriser la redistribution des revenus. Les raisons de cette limitation sont connues : un accroissement de l'imposition amputerait les citoyens d'un pouvoir d'achat qui leur fait déjà cruellement défaut et l'augmentation de la dette (près de 4.000 milliards de francs prévus en 1997) et du déficit publics (environ 300 milliards prévus en 1997) pro-

voquerait la sanction des marchés financiers, soucieux, d'éviter l'érosion du cours des monnaies et la réduction de la bulle spéculative : d'ailleurs, la politique monétaire est tellement importante que les financiers ont décidé de la retirer des mains des politiques.

Aussi, les partisans de l'économie distributive sont-ils convaincus de l'absolue nécessité de rompre radicalement le lien entre emploi et revenu, pierre angulaire de l'économie échangiste : « *il me faut à tout prix un emploi pour obtenir en échange un revenu* ». La solution consiste en la distribution, à chaque citoyen, d'un revenu, quelle que soit la permanence ou l'intermittence de l'emploi qu'il occupe, l'ensemble de ces revenus et prenant appui sur la globalité de la production des biens et des services. S'il fallait justifier le bien fondé de la distribution à chacun d'un revenu, nous dirions ceci : à aucun moment personne n'aura le sentiment d'une quelconque assistance ou dépendance puisque chacun, d'une part percevra les fruits des efforts assumés par les générations antérieures et, d'autre part, effectuera en contrepartie un service social dont la durée et le rythme seront déterminés en fonction de l'évolution de la production des biens et des services et de ses propres motivations. Le montant qu'atteindrait chacun de ces revenus pourrait être déterminé par les règles actuellement en vigueur



dans les pays démocratiques qui prennent en compte les négociations menées contractuellement par les partenaires intéressés (État, collectivités territoriales, entreprises, syndicats, consommateurs). Sous l'autorité du Parlement, un Conseil économique national aurait pour tâche de préserver les grands équilibres en harmonisant l'ensemble des propositions et autoriserait une Banque centrale à distribuer les revenus mensuels à chaque citoyen³.

Un modèle économique rationnel

Ajoutons qu'à terme, l'égalité économique pointe son nez : l'irruption de l'immatériel augmente la difficulté d'apprécier la part qui revient à chacun dans l'évaluation d'un produit, ainsi que la fixation du prix de revient (ce qui nous éloigne de plus en plus des analyses des économistes des siècles passés). Favoriser la rupture du couple emploi-revenu, c'est, en fin de compte, aller dans le sens de l'Histoire. Si autrefois le plein emploi garantissait le parfait fonctionnement de l'économie de l'échange grâce à la formation corollaire des revenus, aujourd'hui l'érosion de l'emploi productif provoque une redistribution de plus en plus importante des revenus et accroît de jour en jour la nécessité de rompre la liaison revenu-emploi. Le processus de transformation

des revenus - du revenu échangé au revenu distribué - parviendrait ainsi à son terme.

Pour ce qui est de l'emploi, chacun devine le soulagement qu'apporte cette solution : puisque l'emploi n'intervient plus dans la formation des revenus, on peut le répartir entre tous les membres de la population active (le chômage est supprimé dans sa totalité), réduire progressivement sa durée et ouvrir ainsi aux hommes la perspective d'une vie libérée en grande partie de la malédiction du travail. Chacun peut donc plus facilement choisir les tâches qu'il souhaite effectuer tout au long de sa vie "active" : le "contrat civique" imaginé avec bonheur par M-L Duboin, trouverait ainsi sa pleine application.

Cependant, il serait illusoire de croire que ces mesures concernant la distribution des revenus et la répartition de l'emploi puissent être appliquées sans le recours à une monnaie, elle aussi distributive. Il y va du caractère cohérent et inattaquable du système, ainsi que de son fonctionnement. Le profit ayant disparu, chaque citoyen perçoit un revenu sans avoir à le prélever ni au moment de la vente d'un produit ou d'un service, ni sur qui que ce soit. La monnaie distributive - type carte à puce, rechargée chaque mois du revenu alloué⁴ - fait passer la production des biens et des services à la consommation dans les meilleurs délais. Grâce à des

mécanismes simples et efficaces, l'économie distributive propose un modèle rationnel de fonctionnement de l'économie.

Reste à déterminer les conditions de passage d'une monnaie échangiste à une monnaie distributive, ainsi que celles de sa place dans le système mondial des échanges : il y va du pragmatisme des propositions avancées.

JEAN VANDEVILLE

-
- 1 . *Le Monde Diplomatique*, mai 1997.
 - 2 . *Le dernier Empire*, Paul-Marie de la Gorce, Grasset, 1996.
 - 3 . Que l'Euro ait remplacé le Franc, peu importe. Par contre, on peut imaginer que le système bancaire actuel aura à se spécialiser : telle banque régentera les investissements aux entreprises, telle autre un système d'épargne pour les particuliers, telles autres encore les relations au commerce extérieur...
 - 4 . Jusqu'à présent la carte à puce était généralement admise pour des paiements supérieurs à 100 F. Mais bientôt, une carte à puce rechargeable, semblable aux télécarts utilisés pour le téléphone, remplacera pièces et billets dans les transactions commerciales d'un montant inférieur à 100 F (*Le Monde*, 18 juin 1997). Désormais, les conditions techniques d'utilisation de la monnaie distributive sont réunies. Reste à distribuer un revenu à chaque citoyen après avoir rompu le lien entre emploi et revenu.

initiatives

L'actualité nous a amenés à retarder l'information suivante :

Nos lecteurs sont de plus en plus nombreux à réagir contre "la pensée unique" selon laquelle la "crise" oblige à prendre des mesures pour que les entreprises soient plus compétitives, qu'il faut encore et encore accepter des sacrifices car "au bout de ce tunnel" la croissance retrouvée permettra de supprimer le chômage... Beaucoup d'entre eux écrivent systématiquement aux journalistes auteurs de ces énormités que dénie l'évidence.

Citons parmi eux G.O., de Vincennes, qui vient de réagir par deux longues lettres, l'une au journal *l'Événement du Jeudi*, pour dénoncer les imbécillités qu'y a proférées Alain Minc en dénigrant Viviane Forrester, et l'autre au *Journal de la Paix*, pour répondre à un dossier sur l'argent en montrant la faillite des monnaies traditionnelles.

Voyons si ces deux journaux auront le courage de citer ces lettres...

Un autre lecteur, J.F., de Linars, a rédigé aussi deux belles lettres, bien argumentées. La première pour Jean-Marie Cavada, à propos de son interview de V. Forrester le 23 novembre dernier, l'autre pour Michel Polacco, radio-journaliste à France Inter, à propos de son interview d'Alain Madelin du 5 mars. Dans les deux cas, notre abonné courageux conclut sa lettre en suggérant à son correspondant de se mettre au courant de nos propositions en s'adressant à *La Grande Relève* s'il souhaite en savoir plus. Il précise, en nous envoyant copie de ses lettres, qu'il a choisi Michel Polacco dans l'espoir « de susciter un courant de discussion avec S. Paoli » à qui nous avons adressé en son temps notre numéro spécial *La Troisième voie*. À J.-M. Cavada, il suggère de faire de nos thèses un sujet pour *La Marche du Siècle*. Mais ni M. Polacco ni J.-M. Cavada n'ont encore daigné s'informer. Combien de lettres faudra-t-il encore pour qu'ils se réveillent ?



La machine à scandales

Qualifiée par l'auteur¹ de "Petit KGB à la Française", l'Institution des Renseignements Généraux n'aurait rien d'une police républicaine; Patrick Rougelet en décrit, par le menu, l'action quotidienne de surveillance au service des milieux politiques et, fait plus singulier, à celui de toute personne soucieuse de savoir qui est qui. Échappant à tout contrôle, tant politique que judiciaire, les R.G. sont devenus un État dans l'État, une officine spécialisée dans l'espionnage tous azimuts. Peu à peu, leur fonction vis-à-vis des mouvements subversifs, s'est transformée en agence de renseignements que consultent les Banques, les Compagnies d'assurances, les grandes entreprises en ce qui concerne leurs cadres, leurs syndicalistes, par l'intermédiaire du responsable de leur service sécurité dirigé souvent par un ancien fonctionnaire des R.G.

Ayant accès aux casiers judiciaires, à tous les fichiers, ceux de l'État civil, de la Sécurité sociale, des listes électorales, des Impôts, aux répertoires de l'EDF, du téléphone, des banques et des compagnies d'assurances, les R.G., en pianotant sur leurs ordinateurs, sont en mesure de sortir, en quelques heures, une fiche complète de toute personne signalée. En assaisonnant le rapport de quelques "notes blanches" (anonymes) faisant état de rumeurs, de ragots, d'informations provenant de pillages des boîtes aux lettres, de cambriolages, d'écoutes téléphoniques sauvages, les R.G. se voient nantis de l'exorbitant pouvoir de protéger ou de détruire n'importe quel individu.

Avec le "système des blancs plus blancs que blancs", tout peut être écrit sans aucune certitude, sans

aucune preuve. Il suffit d'y consigner une série de faits au conditionnel pour se débarrasser d'un gêneur.

Surveillance des comptes bancaires, sondages-bidon pour un "détail", propagation de fausses nouvelles distillées à quelques journalistes, pressions à leur encontre, combines, chantages, ces actions, et bien d'autres, sont exécutées au nom de la raison d'État.

Une règle : pas vu, pas pris. Les scandales ? Les R.G. en fabriquent autant qu'ils en étouffent. Une affaire "sensible" ? On la "saucissonne" afin de multiplier les enquêtes et d'égarer les juges. « Monter les coups, écrit P. Rougelet, est devenu le lot quotidien de mon ancienne maison qui n'a aujourd'hui aucun homologue comparable dans les autres démocraties occidentales ». Tous les moyens sont bons pour garantir la survie de la République croulant sous les scandales : immersion dans le milieu, entrisme dans les groupuscules d'étudiants ou de gauchistes, chez les franc-maçons ; intoxication des médias par de fausses informations qui

atterrissent dans les services de Presse des Administrations et du Parlement.

Des dossiers parmi les plus brûlants étalés au grand jour. Dommage que le livre s'achève aux derniers mois de l'année 96 alors que maints et maints procès sont en cours! Le lecteur reste sur sa faim, mais abreuvé à refus par ce déballage de révélations qui font défiler des centaines de noms souvent familiers plus ou moins concernés par les "affaires" en cours ou par celles d'un passé récent.

Aux morts, on fait dire ce que l'on veut et le cheminement de Patrick Rougelet est forcément parsemé de disparitions bienvenues : Bokassa, Bangui, de Broglie et une kyrielle d'autres, que P. Rougelet fait parler d'abondance.

Sa conclusion : « Combien de scandales faudra-t-il encore pour que nos dirigeants renoncent à entretenir une armée de fonctionnaires chargés de fouiller les poubelles du Pays ? ».

HENRI MULLER

1 Patrick Rougelet (Ed. Albin Michel)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive
la Grande Relève

M. Huard 20 - R. Lanchon 170 - F. Logre 270 - L. Perrard 70 - R. Rio 70 - A. Schneider 550 - A. Dauteau 70 - M. Gineste 200 - Melle Théric 270 - E. Mons 70 - V. Donnier 35 - D. Thivet 70 - R. Knoderer 500 - R. Lobjois 170 - J. Palier 300 - R. Perrin 100 - G. Roty-Colard 50 - Melle Chef d'homme 70 - J.M. Forcade 70 - C. Descrambes 70 - H. Anquetil 15 - R. Lextray 170 - M. Pelletier 70.

Total 3.450 F.

Merci à tous !

Connaissez-vous l'histoire du neem ?

Le neem est un arbre à tout faire, et qui en plus a le mérite de pousser très vite dans les régions les plus arides de l'Inde. Cet arbre des villages y est devenu le symbole du savoir ancestral.

Il symbolise aussi ce que permettent les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC, ex GATT) dans le Tiers-Monde : le pillage sans scrupules et la ruine de la population pauvre.

Les vertus du neem étaient connues depuis des siècles et les produits communs qu'en tiraient les paysans indiens étaient très bon marché, voire gratuits. L'Occident, au contraire, méprisait cet arbre béni de la tradition indienne.

Jusqu'au jour récent où les méfaits des pesticides chimiques ont fait naître l'enthousiasme capitaliste pour les vertus pharmaceutiques du neem... Main basse sur le

neem. En dix ans, une kyrielle de brevets ont été déposés aux États-Unis et au Japon pour en fabriquer des émulsions, des solutions, etc. Ces brevets sont monopolisés par une ou deux grosses firmes qui entendent maintenant commercialiser les produits miracles issus du neem et convaincre pour cela les pauvres fabricants locaux d'abandonner toute production afin de devenir simples fournisseurs de matières premières.

Ce processus est connu et nous l'avons maintes fois dénoncé. C'est ainsi que les pays du Tiers-Monde, d'Afrique en particulier, ou d'Amérique du Sud, ont été amenés à abandonner leurs cultures vivrières et à produire ce que consomment les pays riches, croyant y gagner... Ils ont découvert ensuite que les prix de leurs produits avaient tellement baissé qu'ils se retrouvaient

totallement dépourvus... sauf s'ils se reconvertissaient vers la culture de la drogue.

L'histoire du neem est loin d'être unique, même s'il est devenu l'emblème de la résistance au pouvoir du capital "global". Ce pouvoir n'est pas nouveau, ses méthodes non plus, bien qu'elles bénéficient de nouveaux pouvoirs avec la libéralisation du commerce mondial. Ce qui est nouveau c'est que ces pratiques, depuis une décennie environ, s'étendent au vivant. Il faut lire dans le livre de V. Shiva "Éthique et agro-industrie", publié l'an dernier chez l'Harmattan, pour découvrir certains aspects récents de l'exploitation des pauvres par des multinationales à la recherche de produits biologiques et d'organismes vivants à "breveter".

M.-L. D.

La République

d'avant demain

Quel inconcevable numéro de prestidigitation et de voltige fut en ce mois de mai offert aux électeurs ! Un exercice dont le seul résultat notable fut de rendre flottantes les institutions mêmes de la Vème République.

En effet, pour la première fois depuis 1958, une Assemblée législative a été dissoute sans qu'aucune explication compréhensible, ni, finalement, cohérente, n'ait été avancée. Ce fut, nous a dit Monsieur Chirac, au nom de l'Europe, et parce qu'une majorité plus restreinte serait porteuse d'un "nouvel élan".

Concrètement, en fait, et pour la première fois, les Français ont été invités à reconduire dans ses fonctions un Premier Ministre normalement nommé par le seul Président de la République.

Par delà la réponse qui, dès le premier tour, a été apportée par les électeurs, cette initiative ne manque pas de soulever quelques interrogations. Assistons-nous à une modification du fonctionnement des institutions, qu'il conviendrait de préciser, où le Premier Ministre serait systématiquement élu au suffrage universel ? Ou, si tel n'est pas le cas, de quelle durée sera la législature de l'Assemblée élue le 1er juin ? En effet, si pour éviter une probable cohabitation de quatre ans, M. Chirac a dissous une Chambre où son parti possédait une écrasante majorité, il est légitime de douter qu'il conservera pendant cinq ans une Assemblée qui, majoritaire, ne lui est pas favorable, et, subséquentement, de s'interroger quant aux dates, voire au rythme des prochaines échéances électorales.

En tout état de cause, il serait nécessaire qu'une réponse soit apportée aux Français sur ces points. Car en une période difficile où la crise économique se double, pour une grande partie de la population, d'un profond scepticisme à l'égard du politique, ce flottement inattendu, et, disons-le, incongru du fonctionnement des institutions de la Vème République, ne peut que conforter l'implantation du Front National. C'est d'ailleurs bien au soir du second tour, sur ce flou institutionnel et d'autres élections anticipées que M. Le Pen, "décapiteur" virtuel de Mme Trautmann et agresseur de Mme Annette Peulvast-Bergeal, a misé.

BÉATRICE GAUDY



La mondialisation, c'est aussi...

La construction de l'Europe s'inscrit, nous le savons, dans un plus large processus profitant à une petite minorité de fortunés : celui de la mondialisation du capital. Les dérèglementations, délocalisations, la lutte contre les déficits publics, le maintien, contre vents et marées, des parités monétaires, la course aux rendements, la recherche des flexibilités, tous ces divers facteurs convergent vers le seul intérêt du système dominant et des quelques privilégiés à qui il dispense ses largesses. On a parfois du mal à mesurer l'étendue de ce phénomène où les fonds de pension néerlandais achètent des obligations finançant le déficit de la sécurité sociale française, où les capitaux de la Compagnie générale des eaux française s'investissent dans les chemins de fer britanniques... L'échange de tout contre tout désagrège les frontières.

Cette mondialisation a causé, on le sait, bien des suppressions d'emploi, d'abord par l'exacerbation de la concurrence. En outre, quelques éléments spécifiquement européens peuvent être apportés à ce bilan du dégraissage mondial. Ainsi, la suppression des barrières douanières a d'ores et déjà mis sur le pavé des centaines de transitaires, de déclarants en douanes. D'une manière équivalente, la monnaie unique va supprimer, dans les banques comme dans les bureaux de change, des milliers d'emplois induits par l'échange des monnaies... On le murmure depuis un certain temps: les services, les banques notamment, risquent de connaître les mêmes douloureuses restructurations que la sidérurgie hier...

Mais la mondialisation c'est aussi de la politique. Par leur appréciation de la situation politique dans tel ou tel pays, les grands journaux financiers, comme les agences de

notation, donnent de précieuses indications aux spéculateurs. Il semble, à ce sujet, que le retour des socialistes au gouvernement, n'ait pas effrayé grand monde. Pour le *Financial Times* de Londres, PS et PCF seraient même mieux placés que la droite pour faire avaler aux Français la pilule de la flexibilité. Le *Business Week* de New York, quant à lui, estime que les socialistes n'ont pas tort; leurs électeurs ont logiquement sanctionné une politique de droite rigide opposée à la croissance...

C'est cette même croissance, qui, avec l'emploi, était au centre des préoccupations françaises au sommet d'Amsterdam. Français et Allemands sont parvenus à un compromis : l'Allemagne a obtenu un engagement sur la stabilité budgétaire; la France sur la croissance et l'emploi... Il reste maintenant au gouvernement à montrer comment concilier un déficit budgétaire limité, des créations d'emploi et une croissance forte... quand on sait que la croissance, même forte, ne crée plus d'emplois. Aujourd'hui, nul ne l'ignore, la croissance c'est la croissance du chômage, la croissance des inégalités, la croissance des pollutions... Mais peu importe : le chapitre additionnel sur l'emploi et la croissance introduit à Amsterdam ne prévoit aucune dépense supplémentaire; les marchés financiers ont été rassurés...

Mais la mondialisation - et la construction de l'Europe qui s'y inscrit logiquement - c'est aussi celle du social et des luttes. On l'a vu récemment avec l'affaire de Renault Vilvorde; la réaction des travailleurs ne s'est pas arrêtée à la frontière belge et a gagné la France et l'Espagne. L'ex-patron de Mercedes, Helmut Werner, a, quant à lui, « félicité Louis Schweitzer pour son courage. Il est le premier à s'attaquer au problème des surca-

pacités ». (*Nouvel Obs* du 13 mars 1997). La mondialisation c'est aussi le soutien accordé au dockers de Liverpool dans tous les pays européens. C'est aussi la marche contre le chômage et l'exclusion qui a sillonné toutes les routes d'Europe et, avec le Maroc, a même débordé sur le continent africain. Du point de vue du mouvement social européen, il semble que l'on n'ait guère prêté attention à un récent événement : le lundi 9 juin dernier, la fédération des syndicats européens de transport appelait l'ensemble des routiers européens à faire grève. Le mouvement a touché l'Espagne, la France, l'Allemagne et la Suisse, les routiers britanniques ne participant pas au mouvement.

On le voit : il n'y a pas que l'économie capitaliste qui s'internationalise. Le Bureau international du travail en est conscient car ses dirigeants se demandent bien si cet organisme va pouvoir s'adapter à la mondialisation. Comme le rapporte Frédéric Lemaître (*Le Monde* du 7 juin 1997) « *Sans être en crise, le BIT s'interroge: faute de consensus, la clause sociale censée accompagner la libéralisation des échanges commerciaux est entermée. Pis, certains adhérents de l'Organisation internationale du travail (OIT) bafouent ouvertement certaines conventions dites "fondamentales" de l'organisation sans qu'aucune sanction ne soit prise à leur encontre* ».

Il y a donc mondialisation et mondialisation... Il n'est pas inutile, à ce sujet, de rappeler les termes de ce communiqué diffusé par nos amis citoyens du monde (qui, dans leurs rangs, comptent de nombreux distributeurs): « *Le mondialisme est l'ensemble des idées et des actes exprimant la solidarité des populations du globe et tendant à établir des institutions et des lois suprana-*

L'absence d'analyses à moyen et long terme des phénomènes environnementaux est lourde de risques, en facilitant le retour en force et sans moyens de traitements efficaces, de maladies que l'on croyait éradiquées. Pire, ces maladies généralement mutées (aux dérivés non encore connus) bénéficient de "l'effort de masse" d'une population en croissance permanente. Il n'est de si bon aveugle que celui qui ne veut pas voir !

MICHEL CHÉRANCE.

Exploits à Sainte Économie

Avant d'aller plus loin, je reviens sur un point de mon article précédent qui risque de paraître obscur. J'y ai évoqué l'éventualité de troubles climatiques majeurs ; de tels accidents ont déjà eu lieu dans le passé. On pourrait en conclure que puisqu'il n'y avait alors pas de pollution massive, celle-ci ne saurait être accusée aujourd'hui. Voire...car le volcanisme agit pareillement, au moins par ses effets purement physiques, et certains l'accusent de l'extinction des dinosaures (les vrais) qui résulterait d'éruptions massives et non de la chute d'une météorite géante... En attendant la suite des recherches, inutile d'en ajouter ! Que l'hypothèse volcanique se révèle exacte ou non, la prudence reste de mise : peut-être en faut-il beaucoup plus pour dérégler la colossale machine climatique, peut-être suffit-il d'un rien (quelques degrés de température moyenne en plus ou en moins)... On a commencé à perturber le climat longtemps avant d'en connaître les mécanismes. Partout sévissent les exploits de

notre beau régime économique, champion de l'efficacité. C'est exact pour le rendement à la production. Mais dans le secteur commercial, malgré tous les efforts de rationalisation, on constate un énorme gaspillage d'énergie : "marketing", stages, séminaires, publicité démentielle. On ne sait plus quoi vendre, comment vendre ou... se vendre ! Nous en avons vu l'effet sur la circulation automobile. Si l'on additionne tout cela avec la pollution, le rendement apparaît bien mince. Il diminue encore si l'on pense à la véritable solution : l'accroissement régulier du pouvoir d'achat.

Dès lors, plus besoin d'efforts titanesques pour écouler la production. Sous réserve de qualité, évidemment. Cela devrait être le seul souci des entreprises et représenterait une véritable libération pour leurs dirigeants : la liberté n'est pas toujours où on la cherche !

Voilà pour la vente. Mais si l'on ajoute encore toutes les autres nuisances du fonctionnement capitaliste : stress, maladie, alcoolisme et autres drogues, délinquance,

moyens de répression, etc. on arrive à un coût faramineux, même dans la seule logique financière. Si l'on voulait calculer le coût réel, nos financiers y perdraient leurs mathématiques, mais peut-on chiffrer le stress dû au chômage, l'angoisse du lendemain, le désarroi moral provoqué par la maladie ? Combien de maladies résultent de la pollution ? Ou de la course au profit ? Dans le système, c'est la maladie qui est un bien. Nos dirigeants ont bonne mine lorsqu'ils invoquent les déficits publics :

- ces déficits résultent pour une bonne part du fonctionnement de leur cher libéralisme,
- sans les budgets de l'État et de la Sécurité sociale, que resterait-il d'activité économique ? Le "libéralisme" marche avec les béquilles de l'État, relayées par la "bulle financière".

Les dépenses pourraient, évidemment, être beaucoup plus judicieuses.

Jean Mestrallet.

(suite de la page précédente)

tionales à structures fédératives qui leur soient communes, dans le respect de la diversité des cultures et des peuples (...) Le mondialisme s'efforce de proposer une nouvelle organisation politique de l'humanité impliquant le transfert de certaines parties de la souveraineté nationale à une autorité fédérale mondiale capable de résoudre, par décisions majoritaires, les problèmes qui mettent en cause le destin de l'espèce humaine, tels que : guerre, faim, pollution, surpopulation et énergie»...

Djémil Kessous.

DIALOGUE

—Grâce aux machines automatiques, on produit aujourd'hui de plus en plus avec de moins en moins de labeur humain, d'où la croissance du chômage en même temps que celle de la production.

—Sornettes ! La preuve en est que les allumeurs de réverbères d'hier ont été transformés en employés de l'EDF !

—Vous oubliez que si autrefois on allumait les réverbères, aujourd'hui les SDF vendent *Le Réverbère* ...

d'après D.K.

initiatives

La lettre d'**AIMÉ MOLLIE** qui accompagnait le papier que nous résumons ci-dessous nous a profondément émus. Elle disait : « 85 ans 7 mois. C'est en désespérant des hommes que je vous envoie cet article. Je me sens au bout du rouleau et je vais disparaître sans avoir vu l'Economie distributive. Le capitalisme se défend bien. Il a toute l'information à ses genoux et ce que les gens appellent démocratie n'est que de la pub à son service. Quand J. Duboin est venu à Lyon en 52 ou 53, je lui ai dit : « Vous prêchez des convertis. Il faut monter un parti politique ». Il m'a répondu : « Pour monter un parti politique, il faut... 200 millions ». Déjà l'argent faisait la loi. Les hommes y échapperont-ils ? Pourtant ce serait si facile et Duboin avait bien dit : « L'abondance ne se vend pas, elle se distribue ». Foin des patrons, des entreprises, des trusts, foin des députés et ministres et, hélas, des dirigeants syndicalistes qui sont aussi stupides et recommencent eux aussi tout ce qui s'est déjà avéré inutile. Les travailleurs comprendront-ils que c'est sur eux qu'ils doivent compter ?... J'ai essayé d'expliquer aux jeunes l'économie distributive. Y arriveront-ils ? Je le souhaite. »

Et maintenant ?

AIMÉ MOLLIE présente d'abord sa réaction lors de la récente campagne électorale. Il raconte : *« Quand Pierre Mermaz est passé par Saint Georges d'Espéranche, je lui ai dit : « Ceux qui vont gagner les élections vont se casser la figure, qu'ils soient de droite ou de gauche » Et c'est ce qui va se produire : je n'ai pas entendu un seul des 6.000 candidats aborder la question de l'argent et c'est celle qu'il faudra résoudre si on veut sortir de la crise. Trois hommes politiques ont pourtant mis le doigt sur la cause du mal :*

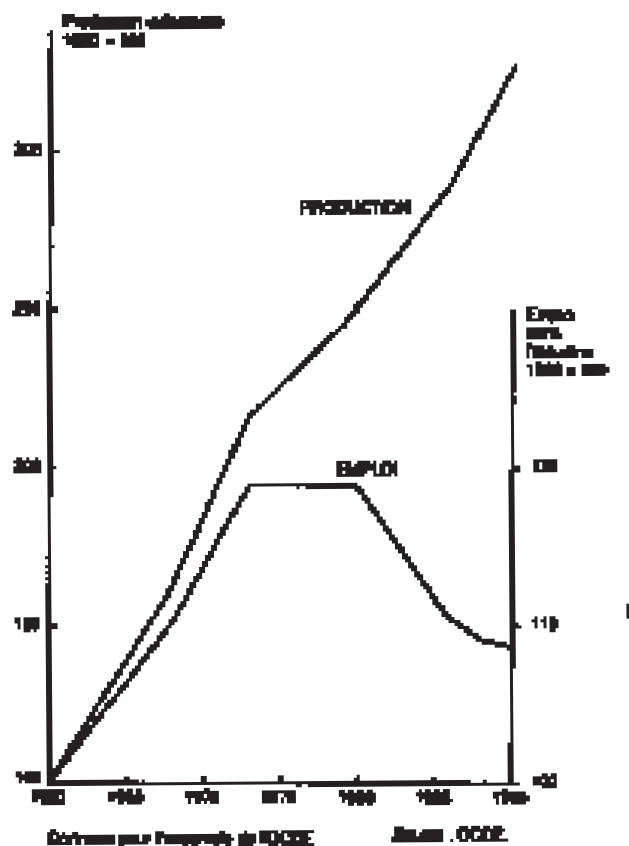
- F.Mitterrand : « L'argent qui salit tout, qui pourrit tout, qui corrompt. »
- E.Balladur : « On ne peut supporter à la fois une crise financière mondiale et une crise financière nationale. »
- J.Chirac : « La crise que nous traversons n'est pas une crise économique, c'est une crise financière. »

mais aucun n'a jamais osé aller jusqu'au bout de sa logique. Tous se sont dégonflés.

Puis il explique la crise en dessinant deux courbes en fonction du temps, la première est celle de la production, qui monte de plus en plus grâce aux nouvelles techniques, la seconde est celle du travail humain pour la réaliser, ou du pouvoir d'achat des travailleurs qui lui est lié, et qui ne cesse de descendre. Il montre alors : « la crise, c'est la distance entre les deux courbes » et il dessine au-dessous de la courbe du pouvoir d'achat des gens qui pleurent de ne pas pouvoir acheter et au-dessus de la courbe du progrès technique des producteurs qui gémissent de ne pas pouvoir vendre. Il constate qu'il y a deux façons de remettre les deux courbes parallèles. Soit supprimer l'argent, solution radicale. Soit remonter la courbe du bas en distribuant du pouvoir d'achat proportionnellement à la production, ce qui est impossible avec la monnaie capitaliste, créée pour le profit; il faut donc que ce soit le gouvernement qui crée une monnaie gagée sur la production et la distribue en un revenu social pour tous. Et il conclut :

« Que va faire M.Jospin ? Du socialisme ? Il serait temps, car quoi qu'en dise M.Chirac, le socialisme n'est pas mort, il n'y en a jamais eu. Consultons le dictionnaire : "socialisation des moyens de production mis aux mains de la collectivité et partage des richesses". Jusqu'à présent les richesses n'ont pas été partagées, les gouvernements les ont réduites pour maintenir les prix et le profit. Or j'entends M.Jospin proposer d'abaisser la TVA, pas de la supprimer, et d'aménager la CSG... Il va examiner la situation financière pour voir ce qu'elle permettra. Ce qui veut dire que la gauche va s'enfoncer dans le borbier capitaliste où elle va se casser la figure. Au lieu de se rendre maîtresse de sa monnaie !

Loupé encore une fois, le socialisme ? Mais où va-t-on ? Sera-ce le tour pour les travailleurs... d'imposer la gratuité ? Quand M.Gandois viendra leur seriner « On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre », sauront-ils lui répondre : « Nous nous occupons du beurre, gardez l'argent du beurre et si vous pouvez vous en faire des tartines, vous pourrez toujours vous les coller... où ça vous fera plaisir. »





A-L.W

Bravo pour votre couverture du N° de mai avec Chirac se mordant les doigts d'avoir «encore fait une connerie». Vous avez été les premiers à avoir vu que la dissolution qu'il a lancée sans réfléchir allait se retourner contre son parti. Félicitations, décidément, pour votre lucidité sur tant de choses.

K.D., Amancy

* * *

M'intéressant depuis longue date aux problèmes monétaires tant biscornus aux yeux de chacun, je souhaiterais en tant qu'abonné à votre revue (intéressante par ailleurs) y voir des démonstrations plus convaincantes.

En effet, les ouvrages de M. Jacques Duboin sont souvent cités, mais pourquoi ne pas faire un recueil des meilleures pages de son précieux travail ? Quels sont les ouvrages introuvables, en votre possession sûrement, dont les meilleures pages (morceaux choisis) pourraient être reproduites et vendues au bonheur des chercheurs de vérité ? Les procédés de reproduction existent et cela ne pose guère de problème. Il me semble que les ouvrages tels que Kou, les Affranchis, un Socialisme ne sont pas les ouvrages majeurs. Alors pourquoi occulter ceux qui expliquent réellement le pourquoi du comment. Vous le savez mieux que quiconque.

Les Yeux ouverts, Pourquoi nous manquons de crédits, Libération et les autres sûrement. Combien ?

Je vous prie, faites un recensement de ces ouvrages et pour si possible en publier les meilleurs extraits dans votre publication. Pourquoi gloser encore. Si tout a déjà été dit il y a plus de soixante ans. Je m'aperçois que des chapelles existent et qu'il y a des susceptibilités qui empêchent de

rendre ce bien commun au service de tous. Voilà l'ultime affaire. Mais au lieu de cela et bien, il y a des restrictions et je dirai même davantage des exclusives, il y a de quoi s'interroger.

A.M., Chartres.

RÉPONSE : Nous ne pensons pas que le journal soit fait pour reproduire ces textes. Non seulement beaucoup de nos abonnés les connaissent, mais la majorité d'entre eux attend autre chose de leur mensuel : une analyse de l'actualité sociale, des arguments adaptés à notre époque, et la poursuite, jamais finie, de la réflexion initiée par J.Duboin.

Par contre, nous préparons une réédition de son œuvre, et nous avons entrepris pour cela de sélectionner des textes pour des "Morceaux choisis". Mais aucun éditeur n'accepte de se charger de la diffusion d'un tel recueil, alors nous nous orientons vers l'idée de faire nous-mêmes édition et diffusion. . Auparavant il faut réunir l'essentiel en évitant les répétitions, c'est un travail qui demande du soin, et prend beaucoup de temps. Votre aide, comme celle de tous ceux qui ont lu J.Duboin, nous serait précieuse pour faire cette sélection.

Le problème de diffusion reste entier, les média n'en parleront pas, pas plus qu'ils n'ont parlé de la pièce tirée de Kou l'ahuri : les journalistes, invités, ne ce sont même pas dérangés ! L'énorme difficulté à surmonter c'est : **comment amener les gens à lire, à s'informer sérieusement ?** Toute recette pour y parvenir serait la bienvenue !

M.-L. D.

* * *

Sur France-Inter (S. Paoli, après 7 h.30) comme dans la Presse, et dans les conversations, on sent venir de l'intérêt pour nos thèses... de la part de chefs d'entreprises, de décideurs. Une mutation des mentalités est en cours. Ca fait du bien, surtout en nos temps de campagne électorale

complètement déphasée... Les Politiques (et les partenaires sociaux) en sont encore à l'après-guerre de 14. Je ne suis pas le seul à les accuser d'une évidente mauvaise foi, car nous sommes sûrs qu'ils savent ce qu'ils font... l'important, pour eux, n'étant que d'occuper une bonne place super-médiatique... minables ! Dans quelles catastrophes vont-ils plonger nos enfants et petits-enfants si l'opinion tarde au réveil... Urgence !

J.V., Raulhac.

* * *

«**Q**ue faire?» aurait dit Lénine*, pour que la république voit enfin un début de réalité dans une société conditionnée par le fric à tous les niveaux. Il est absolument indispensable d'imposer certaines choses comme l'a fait François Mitterrand pour abolir la peine de mort car le niveau de pollution de la nature dont l'homme est tel que nous crèverions tous si l'on devait attendre que la majorité soit acquise à l'économie distributive. Il faut d'abord penser que la liberté ne trouvera sa pleine expression que dans une fraternité majeure qui implique l'égalité économique absolue qui donnera tout son sens à la formule communiste : «de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins».

Le premier pas vers une économie distributive est de prendre le pouvoir, l'idéal restant que les pouvoirs en place prennent conscience de l'urgence et de l'absolue nécessité d'abolir le capitalisme... qui ne démordra pas, cette prise de conscience et du pouvoir devant s'effectuer sur le plan mondial... avec l'appui de l'armée et des scientifiques ? c'est sur cette transition que je sèche car je manque d'éléments de réflexion.

J.B., Montfavet.

* NDLR : Allusion au titre de l'ouvrage publié par Lénine en 1902 et dans lequel le révolutionnaire russe énonce les principes qui devront régir le fonctionnement du parti bolchevique.

En résumé, malgré le risque d'être trop bref...

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

**C'est ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

qui pose en principe que :

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais

s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles. →

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et

au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront

composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers". La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M.-L. D.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la **Grande Relève N°**.....,à.....F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DEF

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM,
 NOM,
 ADRESSE
 EN CARACTÈRES
 D'IMPRIMERIE
 ET SIGNATURE

M.....

